

Bilan du travail parlementaire de Daniel Senesael (2016-2017)

Introduction :

Alors que se clôture l'exercice parlementaire 2016-2017, l'heure est venue pour moi de vous présenter un bilan de mon action réalisée au cours de cette troisième année de mandat au parlement fédéral. L'exercice n'est pas aisé. En effet, à la différence du Bourgmestre dont les réalisations peuvent se mesurer concrètement sur le terrain, le Député réalise un travail nettement moins visible et pourtant essentiel, à savoir le contrôle de l'action gouvernementale. Réaliser un bilan de mon travail parlementaire constitue dès lors un exercice indispensable. En effet, le député est choisi par le peuple, il est là par lui et donc pour lui. Il lui revient ainsi de rendre des comptes.

Au cours de cette troisième année, mon action s'est principalement concentrée au sein des commissions santé, environnement et émancipation sociale dont je suis membre effectif. Les différentes propositions de résolution que j'ai signées ou cosignées ainsi que mes questions et interventions dans divers débats montrent que j'ai pu remplir de manière positive mon rôle de député en opérant une opposition certes ferme mais avant tout constructive à la coalition des droites actuellement en place.

D'un point de vue chiffré, parmi les 82 questions (d'actualité, écrites ou orales) que j'ai adressées aux différents membres du gouvernement MR/N-VA, 51% concernent directement la santé et 28% l'environnement. Quant aux 21% restant, il s'agit de questions liées à l'agriculture, à la politique scientifique, à la mobilité, à l'emploi, aux finances, ou encore aux affaires sociales. Dans les pages suivantes vous trouverez la liste de ces questions d'actualités, orales, écrites, et interpellation adressées aux ministres. Toujours en ce qui concerne les chiffres, je peux me prévaloir d'**une présence de 100 %** au sein de l'Assemblée plénière durant l'année parlementaire écoulée.

Mais le travail de Député en plus de contrôler le gouvernement et voter les lois, c'est aussi de proposer et de débattre. C'est pourquoi vous trouverez également des énumérations des propositions réalisées et quelques-unes de mes interventions dans le cadre des débats parlementaires. L'ensemble de mes interventions peut être consulté sur le site de La Chambre à l'adresse suivante : http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=/depute&language=fr&rightmenu=right_depute&cfm=cvview54.cfm?key=06682&lactivity=54

- **En tant que membre de la Commission Santé publique :**

Ma priorité absolue a été de **veiller à des soins de santé accessibles pour tous**. La qualité de la prise en charge, la garantie de soins accessibles à tous et le modèle de concertation sociale constituent en effet des piliers de notre système de soins de santé. Face aux coupes budgétaires qui se sont élevées à **902 millions rien que pour cette année**, il m'est apparu indispensable de me mobiliser afin de défendre les conquêtes sociales et maintenir le

principe de solidarité face à la maladie qui sont à la base de notre modèle de santé. Cela est d'autant plus essentiel que le coût des soins de santé représente aujourd'hui encore un obstacle pour de plus en plus de personnes, ce qui amène un belge sur cinq à reporter des soins faute de moyens. L'accessibilité et la qualité de notre système de soins de santé doivent rester une priorité et il est ainsi inacceptable que des personnes souvent déjà vulnérables reportent des soins indispensables par manque d'argent.

Dans cette optique, j'ai déposé plusieurs propositions de résolution ou de loi, parmi lesquelles :

→ *Proposition de résolution visant à la gratuité effective des soins pour les jeunes de moins de 18 ans :*

A travers cette proposition de résolution, je souhaite que le gouvernement :

- introduise le tiers-payant obligatoire pour les prestations dispensées chez les médecins généralistes, chez les dentistes et les médecins spécialistes et également d'envisager un système similaire pour les audiciens et les opticiens, pour les jeunes jusqu'à 18 ans, afin que ceux-ci ou leurs parents ne doivent pas avancer l'entièreté des montants demandés, tout en veillant autant que possible à ne pas alourdir les tâches administratives des professionnels concernés et des organismes assureurs ;
- accorde une attention particulière à l'amélioration de l'accessibilité des soins et des prestations spécifiques pour les jeunes de moins de 18 ans et de garantir ainsi la gratuité réelle de ceux-ci lors des discussions des différents accords et conventions avec les professionnels de la santé, en dégagant des moyens supplémentaires pour ce faire. Dans ce cadre, il faudra permettre :
 - a. d'augmenter le montant de l'intervention de l'assurance maladie obligatoire pour les montures de lunettes en faveur des jeunes de moins de 18 ans à un minimum de 75 euros et l'octroi de cette intervention tous les trois ans ;
 - b. d'étendre l'intervention de l'assurance maladie obligatoire aux lentilles;
 - c. de limiter les suppléments d'honoraires pouvant être demandés par les audiciens, en particulier dans la prise en charge des jeunes de moins de 18 ans ;
 - d. la mise en œuvre rapide de la résolution visant une meilleure prise en charge de l'orthodontie, votée le 16 mars 2017;
- encourage par tous les moyens possibles, les professionnels de soins à adhérer aux accords et conventions

→ Proposition de résolution visant à reconnaître le droit à la santé des personnes transgenres

A travers cette proposition de résolution, je souhaite notamment que le gouvernement :

- plaide au niveau international pour que, dans l'actuelle classification internationale des maladies, les transidentités ne relèvent plus des "troubles de la personnalité et du comportement" ;
- permette à toutes les personnes trans qui le souhaitent de pouvoir bénéficier d'un accompagnement psycho-médico-social intégralement remboursé par l'assurance obligatoire soins de santé ;
- prévoit un remboursement complet de la prise en charge des traitements hormonaux ou chirurgicaux pour les personnes qui s'engagent dans un processus de transition, en reconnaissant les interventions médicales spécialisées dans ce cadre comme des interventions reconstructives et non des interventions esthétiques ;
- garantisse le remboursement des prestations de soins de santé pour les personnes qui ont modifié leur genre enregistré mais qui n'ont pas subi de réassignation sexuelle ;
- permette le renforcement de la formation des professionnels de soins et l'échange de bonnes pratiques afin d'accroître l'expertise en matière de prise en charge psycho-médico-sociale des personnes trans et d'harmoniser les pratiques

→ Proposition de loi visant à modifier la loi sur le prélèvement et la transplantation d'organes en vue d'adapter aux technologies modernes les modes d'expression de la volonté concernant le prélèvement et la transplantation d'organes et de tissus après le décès

A ce jour, près de 250.000 Belges, en s'enregistrant comme donneurs d'organe potentiels auprès de leur commune. C'est une belle avancée quand on constate qu'ils n'étaient que 33.000 en 2005. Malgré ces chiffres encourageants, la liste d'attente pour une transplantation reste encore importante : près de 1.300 patients sont en attente d'un organe et une centaine de personnes décède chaque année faute d'organe disponible. Cette triste réalité nous rappelle que nous devons sans relâche, continuer à nous mobiliser et à sensibiliser chacun sur ce geste simple mais tellement important. Sur le terrain, les campagnes de sensibilisation se multiplient et elles sont efficaces mais le fait de devoir se déplacer jusqu'à sa commune pour s'inscrire officiellement comme donneur d'organe constitue encore un frein.

C'est ainsi qu'à travers cette proposition de loi, je plaide pour la mise en place d'une procédure simple et rapide qui permette aux donneurs potentiels de s'inscrire à tout moment, depuis leur ordinateur. Une fois la volonté formellement indiquée, celle-ci serait

ensuite notifiée de manière automatique aux services du Registre national et aux communes concernées, ce qui représente un gain de temps précieux. Un lien vers l'application pourrait également être diffusé lors de campagnes de sensibilisation menées par des acteurs tels que les associations, les mutualités, le SPF Santé publique, les administrations communales ou encore les pharmacies, afin de favoriser l'inscription officielle des citoyens comme donateurs d'organe.

➔ *Proposition de résolution visant à permettre le remboursement du traitement prophylactique pré-exposition du VIH*

La prophylaxie pré-exposition (PrEP) consiste en un traitement préventif du VIH. Il est recommandé par l'Agence européenne des médicaments car il permet de réduire de 90% le risque d'infection par le VIH des adultes présentant un risque élevé de contracter le virus.

En novembre dernier, j'estimais que la Belgique devait se positionner – à l'image de la France qui le remboursait déjà – très concrètement en faveur de ce traitement du VIH pré-exposition, raison pour laquelle j'avais déposé une proposition de résolution visant à permettre le remboursement de l'usage préventif du Truvada.

Cette proposition a été suivie d'effets puisque la Ministre de la Santé Maggie De Block a annoncé que dès le 1^{er} juin, ce traitement préventif serait intégralement remboursé pour les personnes exposées à un risque élevé.

Au-delà de ces initiatives législatives, j'ai adressé plusieurs questions à la Ministre De Block dans ce sens :

- Sur l'accès aux soins en relayant la grogne des cardiologues qui dans une tribune demandaient si l'on voulait continuer à avoir une médecine accessible à tous pour le plus grand nombre avec des soins de qualité ou pas. Je lui ai ainsi signifié que : « *Au vu des coupes budgétaires impressionnantes que vous faites peser sur les soins de santé et les hôpitaux en particulier, les cardiologues – et ils ne sont pas les seuls – sont inquiets* ». Je lui ai ainsi demandé si elle voulait vraiment qu'on se retrouve dans une situation comme celle de l'Angleterre où le système de soins de santé dérape complètement faute de financement suffisant. Je lui ai par ailleurs demandé si elle voulait que nos médecins présentent la facture aux patients avant de leur prodiguer des soins afin de voir s'il est ou non en mesure de les payer ;
- Sur la diminution du remboursement de la kinésithérapie pour les personnes atteintes de fibromyalgie : « *Les économies dans nos soins de santé sont colossales. Les mesures se suivent et se ressemblent en touchant systématiquement les patients. Dernier exemple en date, votre décision de raboter de 60 à 18 le nombre de séances de kinésithérapie remboursées pour des patients atteints de fibromyalgie ou de fatigue chronique* ». Au regard de cette décision qui pénalise une fois de plus les patients, j'ai posé toute une série de questions à la Ministre à ce sujet.
- Sur l'absence d'accord tarifaire avec les kinésithérapeutes en regrettant qu'en absence de convention, ce sont encore et toujours les patients qui sont pénalisés puisqu'ils paient plus cher leurs séances sans être plus remboursés. J'ai ainsi souligné

que : « sans ces accords et conventions, la sécurité tarifaire des patients est clairement mise à mal. Ajouté aux nombreuses mesures que vous avez prises et qui ont alourdi la facture soins et médicaments des patients, la situation est extrêmement inquiétante et nous tirons à nouveau la sonnette d'alarme ».

Une autre question qui me semble importante et que j'avais déjà initiée en début de législature notamment en déposant une proposition de résolution est la suppression de l'exclusion du don de sang de personnes en raison de leur orientation sexuelle. A cet égard, j'estimais en effet que les comportements à risque ne sont pas l'apanage des homosexuels et que, s'il est indispensable de veiller à la sécurité du sang transfusé, l'exclusion systématique du don de sang des "hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes" est stigmatisante et devait être supprimée. Après avoir poussé la Ministre à agir en la matière, notamment en adressant de multiples questions sur le sujet, j'apprenais avec joie, le 7 novembre dernier, qu'enfin les hommes homosexuels n'étaient plus définitivement exclus du don de sang. Toutefois, je lui ai fait part en l'interrogeant à nouveau sur le sujet de ma déception au regard du fait que les HSH ne pourraient prétendre au don de sang qu'après un an d'abstinence de rapports sexuels avec un autre homme : « Avec cette mesure, qui est une véritable ouverture en trompe l'œil, vous contribuez à alimenter le mythe d'une communauté dont les pratiques sexuelles seraient systématiquement dangereuses, risquées, voire malsaines et nourrissez l'idée que l'homosexualité serait nécessairement porteuse de maladie ». Mercredi dernier, dans le cadre du vote d'une loi-programme portant des dispositions diverses en matière de santé, j'ai plaidé pour que la période de 12 mois d'exclusion soit revue à la baisse, pour investir davantage dans les systèmes de détection ou encore pour la mise en place d'un questionnaire complet relatif aux pratiques sexuelles des donneurs qui permettrait de mieux tenir compte des comportements à risque plutôt que des groupes à risque et ainsi réduire la durée de la période d'exclusion.

- En tant que membre de la *Commission Environnement* :

La défense de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique sont des défis majeurs de ce début de XXI^e siècle. Cela est d'autant plus vrai que les dégradations de l'environnement ont tendance à renforcer les inégalités sociales dans la mesure où se sont en général les moins favorisés qui en souffrent le plus. En effet, ce sont souvent les personnes les moins favorisées qui vivent dans les quartiers plus pollués, dans les zones où la circulation routière est dense ou dans des quartiers sans espaces verts. En tant que membre de cette commission, j'ai principalement orienté mes questions à la Ministre Marghem sur la thématique de **la lutte contre le changement climatique** dont notamment :

- 3 questions sur l'accord de coopération sur le burden sharing qui vise à la répartition entre le Fédéral et les Régions des objectifs climatiques à réaliser par notre pays dans le cadre du paquet Energie-Climat 2013-2020.
- 3 questions sur le paquet Energie-Climat 2020-2030 qui nous précisera les objectifs en matière de réduction des émissions de CO₂ qui nous seront assignés par l'Union Européenne sur cette période

- 2 questions sur le Plan national d'adaptation au changement climatique qui comprend deux volets d'action : diminuer la vulnérabilité des systèmes face aux changements attendus d'une part et améliorer la capacité des systèmes à faire face aux changements d'autre part.
- 2 questions sur l'accord de Paris (Cop 21) et notamment sur la décision des USA de se retirer de cet accord ;

Au-delà de mon travail au sein de ces deux Commissions, il y a lieu de souligner mon investissement concernant la gestion de la Station polaire Princesse Elisabeth. En effet, au cours de cette année parlementaire, la gestion de cette station a été à plusieurs reprises au cœur de l'actualité, notamment suite aux refus de l'ancienne Secrétaire d'Etat, Elke Sleurs, de nommer le Secrétariat polaire, d'envoyer des missions de maintenance pourtant essentielles,... J'ai dès lors adressé 4 questions : sur l'état de la station polaire Princesse Elisabeth, sur la mission de maintenance de la station polaire Princesse Elisabeth, sur la gestion de la station polaire Princesse Elisabeth et sur l'avenir de la station polaire Princesse Elisabeth. J'ai par ailleurs déposé 2 questions relatives à la Station à la nouvelle Secrétaire d'Etat, Zuhair Demir, lesquelles n'ont pas encore été posées et suis intervenu à plusieurs reprises concernant la régulation des activités menées sous juridiction belge en Antarctique.

Enfin, je me suis impliqué au sein du Comité d'avis « Emancipation sociale » qui après avoir travaillé sur la problématique des violences conjugales en début d'année parlementaire, s'est ensuite penché sur l'égalité salariale entre femmes et hommes. Afin de lancer les travaux, une journée d'étude ayant pour thème « Etre une femme en 2017, parcours de combattante ou promenade de santé ? » a été organisée au parlement.

Conclusion et perspectives :

Au terme de ce bilan, je peux modestement affirmer qu'au cours de cette troisième année de mandat de député au parlement fédéral, j'ai tenté d'atteindre, avec volonté et dynamisme les objectifs ambitieux que je m'étais fixés. Je ne compte cependant pas me reposer sur mes lauriers et suis décidé à faire de ces trois années d'expérience un tremplin pour atteindre les nouveaux défis qui m'attendent pour cette quatrième année de mandat qui s'ouvrira à la rentrée parlementaire en octobre prochain.

Je continuerai en outre à mettre l'accent sur la prévention et à sensibiliser nos concitoyens à diverses problématiques sociétales à travers l'organisation de mon traditionnel cycle de conférences. Parmi les sujets qui seront traités au cours de la « saison 2017-2018 », il y aura le retrait des Etats-Unis de l'accord climatique, le cholestérol, des conseils pour surfer tranquille, le cancer du sein, les maux de dos, la gestion des deuils, le burn-out, sans oublier les rendez-vous traditionnels tels que la douzième édition des « Rencontres agricoles » et « Le gala annuel contre l'homophobie ».

Bilan du travail parlementaire de Daniel Senesael

Tableaux récapitulatifs :

Question orale en séance plénière

13/10/2016	M.-C. Marghem, Ministre de l'Environnement	L'accord « burden sharing »
20/10/2016	M. De Block, Ministre de la Santé publique	L'indemnisation des victimes de transfusions de sang contaminé
20/10/2016	E. Sleurs, Secrétaire d'Etat à la Pol. scientifique	L'avenir de la station polaire Princesse Elisabeth
19/01/2017	E. Sleurs, Secrétaire d'Etat à la Pol. scientifique	La gestion de la station polaire Princesse Elisabeth
09/02/2017	M. De Block, Ministre de la Santé publique	L'accès aux soins de santé et la grogne des cardiologues
16/03/2017	M. De Block, Ministre de la Santé publique	Le refus d'un nombre croissant de kinésithérapeutes de souscrire à la convention INAMI
08/06/2017	M.-C. Marghem, Ministre de l'Environnement	La révision des objectifs climatiques de la Belgique

Questions orales

Ministre de la Santé publique, Maggie De Block :

04/10/16	L'utilisation systématique des versions génériques des statines
04/10/16	Le boycott de la réforme relative à la chirurgie reconstructrice du sein
19/10/16	Les nanoparticules dans l'alimentation
25/10/16	Les projets pilotes en e-santé
25/10/16	Le lien éventuel entre la présence d'installations nucléaires et l'apparition de cancers chez les enfants
25/10/16	L'autorisation de don de sang pour les hommes homosexuels
16/11/16	L'instauration d'un contrôle psychologique systématique chez les médecins
16/11/16	Le financement de la radiothérapie
16/11/16	La vente de produits douteux en pharmacie
01/02/17	La volonté affichée par certains médecins d'être aidés par des assistants
01/02/17	Le pacte d'avenir conclu avec l'industrie des dispositifs médicaux
01/02/17	L'impact sur la santé des produits chimiques contenus dans les emballages et ustensiles alimentaires
01/02/17	L'étude du KCE sur le système de remboursement de certains médicaments (convention art. 81)
01/02/17	La convention concernant les reconstructions mammaires autologues
01/02/17	L'activité du Fonds des Accidents Médicaux
15/02/17	Les réactions des compagnies d'assurance dans le cadre de la loi réglementant les professions des soins de santé mentale

15/02/17	La diminution du remboursement de la kinésithérapie pour les personnes atteintes de fibromyalgie
15/03/17	Les risques liés à l'usage du valproate chez les femmes enceintes
15/03/17	Les projets pilotes en e-santé
15/03/17	Le refus de certains médecins de passer à la prescription électronique
26/04/17	L'obligation de vérifier l'identité des patients lors de l'application du tiers-payant
24/05/17	La prescription abusive de somnifères
24/05/17	Les normes d'hygiène en milieu hospitalier
07/06/17	Le recours du syndicat de kinés auprès du Conseil d'État
07/06/17	Le nombre de pharmacies en Belgique
21/06/17	Le remboursement du Truvada dans le cadre de la prévention contre le VIH
21/06/17	La prise en charge multidisciplinaire de la trisomie 21
05/07/17	L'étude du KCE sur le système de remboursement de certains médicaments
05/07/17	La situation des patients atteints de sclérose latérale amyotrophique

Ministre de l'Environnement, Marie-Christine Marghem :

28/09/16	Le dieselgate et les procédures de tests automobiles
28/09/16	L'accord de coopération sur le « burden sharing »
09/11/16	La cellule CITES
09/11/16	Le déclin des salamandres et tritons indigènes
09/11/16	La procédure de ratification de l'accord de Paris sur le climat
09/11/16	Le nouveau Plan fédéral de développement durable
09/11/16	La 17ème conférence CITES
09/11/16	La ratification de l'accord de Paris sur le climat
09/11/16	L'accord de coopération sur le « burden sharing »
09/11/16	Les 21 mesures pour promouvoir l'économie circulaire
09/11/16	La contribution fédérale au plan d'adaptation au changement climatique
08/02/17	La consultation publique relative à la Convention d'Aarhus
08/02/17	Le paquet énergie-climat 2020-2030
08/02/17	Le plan national d'adaptation aux changements climatiques
05/07/17	Le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris
05/07/17	Les objectifs climatiques de la Belgique
05/07/17	Le suivi des recommandations de la Commission spéciale Dieselgate
05/07/17	Le Paquet Energie-Climat 2020-2030

Ministre de l'Agriculture, Willy Borsus

22/02/17	La méthodologie développée par l'EFSA pour étudier les effets des résidus dans les fruits
----------	---

Secrétaire d'Etat en charge de la politique scientifique, Elke Sleurs et Zuhail Demir :

09/11/16	La ligne téléphonique de la Direction générale Personnes handicapées
22/11/16	Un centre d'excellence sur le climat pour la Belgique
22/11/16	La mission de maintenance de la station polaire Princesse Elisabeth
15/02/17	L'état de la station polaire Princesse Elisabeth

Secrétaire d'Etat en charge de la Mer du Nord, Philippe De Backer :

03/05/17	Les dégâts provoqués par la tempête Dieter
03/05/17	L'annulation des concessions des derniers projets de parc éolien

Questions écrites

26/07/16	Santé	La réduction de la durée de séjour des accouchements
04/08/16	Santé	La création d'un réseau de soins de santé périnatal
07/09/16	Intérieur	Visite domiciliaire sur consentement
18/10/16	Environnement	Un plan national de surveillance des moustiques vecteurs de maladie
18/10/16	Environnement	La préservation de la biodiversité en Belgique
25/11/16	Agriculture	Note stratégique "agriculture et sécurité alimentaire" de la DGD. - Avis du Conseil consultatif
16/01/17	Santé	Uvestérol D.
20/01/17	Environnement	Commission spéciale "Dieselgate". - Suivi des recommandations
20/01/17	Emploi	Commission spéciale "Dieselgate". - Suivi des recommandations
20/01/17	Santé	Commission spéciale "Dieselgate". - Suivi des recommandations
20/01/17	Finances	Commission spéciale "Dieselgate". - Suivi des recommandations
20/01/17	Mobilité	Commission spéciale "Dieselgate". - Suivi des recommandations
15/02/17	Affaires sociales	Composition du cabinet
15/02/17	Pol. Scientifique	Composition du cabinet
16/02/17	Finances	Cadastre. - Délais d'enregistrement

23/02/17	Santé	Loi réglementant les professions de la santé mentale - Réactions des compagnies d'assurance
25/04/17	Santé	Contrôle des mesures de prévention contre le burn-out
30/05/17	Santé	Les normes d'hygiène en milieu hospitalier
06/06/17	Santé	La hausse des bactéries résistantes aux antibiotiques dans les hôpitaux
09/06/17	Santé	Le commerce de médicaments en ligne
10/07/17	Santé	Les recommandations du Benelux relatives à la mobilité des patients et aux soins transfrontaliers

Rapporteur

Projet de loi portant sur les modalités d'application du Règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 et du Règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique et abrogeant la décision n°280/2004/CE
Proposition de résolution visant à assurer la disponibilité d'iode en Belgique en cas d'accident nucléaire
Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits et visant à réduire l'attractivité des produits du tabac en instaurant une présentation neutre et uniforme
Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits afin d'interdire la vente de tabac et de produits similaires à des mineurs
Proposition de résolution visant à réduire la consommation de tabac et de cigarettes
Proposition de résolution visant à lutter efficacement contre la consommation nocive d'alcool
Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, en vue d'instaurer l'interdiction de fumer dans les voitures couvertes en présence d'enfants âgés de moins de 16 ans
Proposition de loi portant des dispositions diverses visant à lutter contre les effets nocifs du tabac, en particulier chez les jeunes
Proposition de loi visant à protéger les mineurs du tabagisme passif
Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits en ce qui concerne la publicité, la vente et l'emballage des produits du tabac
Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits en ce qui concerne les produits du tabac avec arômes ajoutés et additifs.
Proposition de loi concernant l'affichage des tarifs par les dispensateurs de soins
Projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2017 – Section SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement
Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne l'affichage des tarifs par les dispensateurs de soins
Proposition de résolution relative à l'épilepsie

Proposition de résolution visant à développer une politique de lutte contre l'épilepsie pharmacorésistante
Proposition de loi modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, en ce qui concerne les pénuries de médicaments
Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments

Propositions de loi et de résolution

Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant (16/08/16)
Proposition de résolution visant à permettre le remboursement du traitement prophylactique pré-exposition du VIH (24/11/16)
Proposition de résolution visant à encadrer la profession de prothésiste capillaire afin de garantir une prise en charge de qualité aux patients atteints d'alopécie ou en chimiothérapie (24/11/16)
Proposition de loi modifiant le statut des médecins assistants cliniciens candidats spécialistes (MACCS) et des médecins candidats généralistes pour une meilleure protection sociale (24/11/16)
Proposition de loi modifiant l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et l'article 114 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne le congé prénatal (25/11/16)
Proposition de résolution visant à clarifier et à abroger le régime des pensions octroyées aux anciens collaborateurs militaires belges du régime national-socialiste allemand durant la Seconde Guerre mondiale (22/12/16)
Proposition de résolution en vue de dispenser aux jeunes des formations aux premiers secours par la Défense nationale sur une base volontaire (20/01/17)
Proposition de résolution visant à reconnaître et à encadrer la pratique de l'ostéopathie (27/03/17)
Proposition de résolution visant à reconnaître le droit à l'autodétermination des personnes trans et à permettre une adaptation de la législation relative à la transsexualité afin qu'elle soit conforme aux principes de Yogyakarta (20/04/17)
Proposition de résolution relative aux violences potentielles envers les personnes LGBTQI en Tchétchénie (20/04/17)
Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes en vue d'adapter aux technologies modernes les modes d'expression de la volonté concernant le prélèvement et la transplantation d'organes et de tissus après le décès (27/04/17)
Proposition de loi supprimant la condition de nationalité pour les victimes civiles de l'explosion accidentelle de munitions et engins de guerre durant l'après-guerre
Proposition de résolution visant la gratuité effective des soins pour les jeunes de moins de 18 ans (23/06/17)
Proposition de résolution visant à reconnaître le droit à l'autodétermination et à la santé des personnes transgenres (23/06/17)

Interventions dans les débats

Projet de loi portant sur les modalités d'application du Règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 et du Règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au

changement climatique et abrogeant la décision n°280/2004/CE (28/09/16)
Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 16 octobre 2015 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'accord de coopération du 2 septembre 2013 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre conformément à la directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (28/09/16)
Projet de loi visant à favoriser l'intégration des réfugiés reconnus et des personnes bénéficiant de la protection subsidiaire dans le cadre du suivi postérieur à la procédure d'asile (27/10/16)
Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé (22/11/16)
Projet de loi concernant l'indemnisation des victimes de guerre (23/11/16)
Note de Politique générale sur l'AFSCA (29/11/16)
Note de politique générale et Budget Santé (29/11/16)
Budget 2017 de la Défense nationale, Volet « Victimes de guerre » (30/11/16)
Echange de vue sur le rapport « Unia 2015 » du Centre interfédéral pour l'égalité des chances (19/10/16)
Note de politique générale, volet Mer du Nord (30/11/16)
Note de politique générale et budget 2017 – Environnement et développement durable (07/12/16)
Echange de vue sur la conférence sur le climat de Marrakech (COP 22) (12/12/16)
Projet de loi-programme – Parties Soins de santé et Affaires sociales (13/12/16)
Echange de vue sur l'avenir de la Station polaire princesse Elisabeth (13/12/16)
Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé (15/12/16)
Proposition de loi modifiant la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit (15/12/16)
Note de politique générale, budget 2017 et loi-programme – Santé publique (20/12/16)
Echange de vue sur la problématique des viols (23/12/16)
Proposition de résolution visant à accroître l'indépendance du médecin-conseil (24/01/17)
Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en ce qui concerne les tarifs conventionnés applicables aux prestations de santé effectuées en sous-traitance (24/01/17)
Proposition de résolution visant à reconnaître et encadrer la pratique de l'ostéopathie (24/01/17)
Proposition de résolution concernant l'interdiction du glyphosate (24/01/17)
Proposition de résolution relative à l'interdiction du glyphosate dans les produits agréés en Belgique (06/02/17)
Proposition de loi concernant l'affichage des tarifs par les dispensateurs de soins (14/02/17)
Proposition de loi concernant le paiement annuel du dossier médical global (14/02/17)
Projet de loi relatif à la protection de l'environnement et à la régulation des activités menées sous juridiction belge en Antarctique (15/02/17)

Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'agriculture (22/02/17)
Proposition de résolution relative à l'accessibilité et à la transparence des traitements prothétiques (22/02/17)
Proposition de loi visant à apposer un avertissement visuel sur l'emballage des médicaments ayant des effets tératogènes (07/03/17)
Proposition de loi visant à assurer la reconnaissance légale du traitement assisté par diacétylmorphine pour les patients toxicomanes sévèrement dépendants et résistants aux traitements existants (07/03/17)
Proposition de loi visant à assurer la reconnaissance légale des lieux d'usage supervisés pour usagers de drogues, plus communément appelées « salles de consommation à moindre risque » ou « salles d'injection supervisées » (07/03/17)
Proposition de résolution relative à l'épilepsie (17/03/17)
Projet de loi relatif aux essais cliniques de médicaments à usage humain (12/04/17)
Exposé d'orientation de la secrétaire d'Etat à la lutte contre la pauvreté, à l'Egalité des chances, aux Personnes handicapées et à la politique scientifique (Partie Egalité des chances) (26/04/17)
Echange de vue avec M. Vytenis Andriukaitis, Commissaire européen à la Santé et à le Sécurité alimentaire (02/05/17)
Proposition de résolution visant à mettre en place un plan d'action en vue de favoriser l'observance thérapeutique des malades chroniques (02/05/17)
Proposition de résolution visant à lutter contre les pénuries de médicaments (30/05/17)
Echange de vue avec Maggie De Block concernant le Pacte conclu avec les mutualités (06/06/17)
Proposition de résolution relative à l'accessibilité et la transparence des traitements prothétiques (20/06/17)
Projet de loi portant création du statut de solidarité nationale pour les victimes d'actes de terrorisme et portant octroi d'une pension de dédommagement et du remboursement des soins médicaux à ces victimes ou à leurs ayants droits (20/06/17)
Projet de loi relatif à la protection de l'environnement et à la régulation des activités menées sous juridiction belge en Antarctique (27/06/17)
Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé (13/07/17)

Conférences

16 septembre 2016 : La chance vous boude, réagissez
17 octobre 2016 : Juger les multinationales
08 novembre 2016 : La Gauche ne meurt jamais
12 décembre 2016 : Conférence sur le dumping social
30 janvier 2017 : Conférence sur la fertilisation des sols
20 février 2017 : Rencontres agricoles
28 février 2017 : Conférence sur l'alcool
06 mars 2017 : Conférence sur le diabète
04 avril 2017 : Conférence sur le bien-être animal
25 avril 2017 : Conférence sur les prisons
15 mai 2017 : Gala annuel contre l'homophobie

